FACULTÉ DES ARTS ET DES LETTRES

Des étudiants en grève de la faim

Après la grève des étudiants en filière «architecture» et des «sciences infirmières», des étudiants de la faculté des arts et des lettres spécialité langue espagnole et des arts sont en grève illimitée et bloquent intentionnellement le vice-rectorat de la pédagogie de l'Université Abdelhamid-Benbadis.

Photo : DR

Parmi la centaine d'étudiants en grève, une dizaine ont décidé de passer la nuit à la belle étoile devant le vice-rectorat où ils sont allongés par terre, déterminés à poursuivre la grève de la faim tant que leurs revendications ne sont entendues par le rectorat.

La protestation a commencé le premier jour par un rassemblement pacifique au sein de l'université pour soumettre une plateforme de revendications dira l'un des représentants de ce mouvement. Au deuxième jour, la tension était à son paroxysme, les étudiants étaient exclus de toutes participations à ce mouvement de grève sous peine de sanction, et c'est ainsi que devant une curieuse indifférence des responsables des deux départements, poursuivra le représentant des étudiants, les étudiants ont entrepris une grève illimitée et font le pied de grue devant le vice-rectorat de la pédagogie et de la Faculté des arts et des lettres.

Un des étudiants en troisième année langue espagnole en grève de la faim a pu articuler quelques mots pour nous faire savoir que les étudiants poursuivent des études dans des conditions difficiles, ils n'ont d'ailleurs même pas une attestation d'inscription et c'est le département qui choisit sans aucun critère les spécialités pour les étudiants à savoir didactique ou civilisation sans prendre en considération le choix de l'étudiant.

Les copies des mémoires des étudiants pour s'en imprégner des précédentes promotions se sont volatilisées de la bibliothèque et on n'y trouve même pas de la documentation conforme à leurs spécialités. Une autre étudiante en art, spécialité musique, nous dira que son avenir en faisant le choix d'étudier la spécialité musique l'a menée vers l'inconnu, elle n'a même pas le droit de participer au concours de recrutement des enseignants en musique ou en dessin malgré les promesses que lui ont tenues des responsables à l'université cela en dépit de sa capacité d'être titulaire de la licence en arts.

Les moyens matériels font défaut aussi comme les instruments de musique. Ce qu'il faut dire c'est que l'état de santé des étudiants grévistes qui ont opté pour la grève de la faim ne cesse de se détériorer et l'on a même assisté hier mercredi à l'évacuation en urgence d'une étudiante.

A. B.

UNIVERSITÉ D'ORAN

Les étudiants d'architecture manifestent

Après le blocage de l'université Mohamed Boudiaf (ex-USTO), de la Faculté d'architecture et de génie-civil et des arrêts de cours depuis 5 semaines, les étudiants d'architecture d'Oran sont sortis de leur campus, pour observer un rassemblement de protestation.

Hier matin, venus très nombreux devant les locaux régionaux de l'ENTV avec cet espoir d'apparaître au JT du 20 heures, les étudiants ont brandi durant des heures et dans le calme, leurs banderoles de protestation. Tous habillés de noir, comme en deuil, les slogans que l'on pouvait lire résument à eux seuls leur situation «Reconnaissez nos diplômes, sinon on chôme, Un agrément pour l'avenir, on a l'Algérie à construire, tous ensemble pour lutter !»

En effet, ces étudiants d'architecture dénoncent l'impasse dans laquelle ils se trouvent avec le constat de la non reconnaissance de leurs diplômes que ce soit la licence ou le master. Une non reconnaissance qui les mène au chômage et qui émane aussi bien de la Fonction publique que du conseil national de l'Ordre des architectes. Cet ordre jusqu'à tout récemment considérait le master comme un diplôme n'ayant aucune commune mesure et aucune équivalence avec l'ancien diplôme délivré après un cursus complexe de 5 années d'études.

Une situation qui perdure et qui révèle l'ambiguïté du système LMD imposé et mis en place depuis plusieurs années maintenant, mais sans véritable réflexion sur toutes ses implications. Et c'est alors que le mouvement de protestation fait tache d'huile dans le reste du pays, que le ministère de l'Enseignement supérieur, par la voix du ministre, a tenté d'apaiser les choses.

En effet, l'annonce faite par le ministre concernant la préparation d'un décret pour définir la valeur juridique des diplômes d'architecture, n'a pas eu l'effet escompté, comme constaté à Oran : «On ne veut plus se contenter de promesses, nous voulons être reçus par le ministre et voir le contenu de ce décret avant sa publication, nous voulons savoir déjà ce qu'il y a dedans», avons-nous entendu hier matin. La défiance vis-à-vis des autorités est si grande que les étudiants annoncent poursuivre leur grève en prenant le risque d'une année blanche en concertation avec l'ensemble des universités qui connaissent la même situation.

Fayçal Moulay

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES À TIARET

Plus de 1 000 cas recensés par le service de médecine légale

La Journée mondiale de la violence contre la femme coïncidant avec le 25 novembre, a démontré que beaucoup reste à faire pour diminuer de l'ampleur du phénomène en nette croissance, si l'on tient compte des chiffres, on ne peut plus explicites présentés pour la circonstance avec quelque 7 000 cas au niveau national en l'espace de 9 mois seulement selon les services de la DGSN.

A l'échelle locale, les statistiques ne sont pas moins effarantes si l'on se réfère à la déclaration du médecin légiste relevant de l'hôpital Youssef-Damardji de Tiaret lorsqu'elle dira lors d'une rencontre de sensibilisation sur le thème, que pas moins de 910 femmes violentées sont passées par son service en 2012. L'année d'après, le chiffre a avoisiné les 1 007, alors que du 1er janvier au 25 novembre 2014, le nombre s'est élevé à 1 031. La même intervenante devait préciser que durant les trois dernières années, ce fléau a touché les catégories d'âge de moins de 20 ans (422 cas), 20-40 ans (1 952 cas), 40-60 ans (398 cas) et plus de 60 ans (182 cas) .

L'on saura dans le même contexte que la violence physique (armes blanches, brûlure…) se taille la part du lion avec 70% . Le reste – violence verbale – est à répartir entre l'humiliation, injures, menace….

Très souvent, les actes de violence débouchent sur des drames, dans la mesure où le service de la médecine légale a déploré la mort de deux femmes durant les dix derniers mois de l'année en cours.

Prenant la parole, le représentant des affaires religieuses Belarbi Abdelkader devait s'attarder sur le sujet à même de subjuguer l'assistance, soulignant que la violence quelque soit sa forme, n'a jamais existé en islam.

De leur côté, les associations estiment que les femmes victimes de violence ne sont pas bien prises en charge du fait de l'absence d'une structure d'accueil et de soutien spécialisé et d'un numéro vert pour exprimer leurs problèmes. Si certaines parmi elles trouvent parfois refuge auprès des associations activant dans le domaine, d'autres par contre préfèrent le silence et vivent douloureusement leurs histoires.

Enfin, les psychologues ont tenu à mettre en exergue le rôle prépondérant que peut assumer la corporation dans la prise en charge par l'écoute et l'accompagnement des femmes battues pour surmonter les séquelles occasionnées par le fléau.

A noter que les activités de vulgarisation prévues à cet effet, s'étalent sur trois jours au niveau du siège de l'Odej, l'université Ibn-Khaldoun, la C.U. 2 000 lits Karmane 3, le centre de loisirs scientifiques de Sougueur et enfin la cinémathèque de Tiaret.

Mourad Benameur

RÉFORME DES PRISONS À AÏN-TÉMOUCHENT

Comment réintégrer les détenus

La gestion des crises dans le centre pénitencier a été l'objet d'une journée d'information organisée par le ministère de la Justice, au profit des fonctionnaires et cadres de l'administration des prisons.

Une formation qui entre dans le cadre de l'initiation des connaissances et des compétences acquises dans le projet de la réforme du système des prisons, une session qui s'est déroulée au complexe touristique de Terga sous la présidence du président du conseil de la justice de Aïn-Témouchent et en présence des cadres des wilayas de l'ouest et des experts étrangers.

Selon le directeur du projet de la réforme des prisons, ce programme d'information vise à moderniser la gestion des prisons algériennes par le biais de l'amélioration de l'application des peines pour la réintégration des détenus.

S. B.

CITÉ 262 LOGEMENTS (RELIZANE)

Des routes impraticables

Les résidents de la cité 262 logements, relevant de la nouvelle ville Adda-Benada ex-Bermadia, dans la wilaya de Relizane, se disent oubliés par les autorités locales.

Et pour cause, ces dernières ne se soucient guère des problèmes auxquels sont confrontés ces riverains. En effet, les habitants de ladite cité déplorent l'état «catastrophique» dans lequel se trouvent les principales artères de leur quartier. Selon quelques-uns, ces chemins n'ont pas été revêtus depuis longtemps et aucun projet de revêtement n'a été programmé à ce jour. «Les principaux accès sont, comme vous avez constaté, dans un état déplorable, et aucun responsable n'a daigné se déplacer afin de s'enquérir de la situation», regrette un riverain de cette cité. «C'est un véritable calvaire qu'endurent les automobilistes qui empruntent ces routes», ajoute-t-il. «Ces artères doivent être revêtues dans les plus brefs délais surtout qu'elles sont empruntées quotidiennement par un grand nombre d'automobilistes», nous déclare un autre citoyen. D'autre part, et d'après nos interlocuteurs, des fuites d'eau sont souvent enregistrées, et même si les services de l'ADE de Relizane sont maintes fois intervenus, cela n'a pas mis fin à ce problème. Selon quelques riverains, la cause est simple. «Les travaux sont faits à la «va-comme-je-te-pousse». L'essentiel pour les agents de l'ADE est de régler le problème des fuites pour quelques jours. En d'autres termes, «liquider le travail quoiqu'il en soit et partir», nous dit notre interlocuteur. Néanmoins, les habitants de la cité 262 logements demandent le renforcement de l'éclairage public qui fait défaut à quelques endroits.

A. Rahmane

VACANCE DE LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE SIDI-BEL-ABBÈS

Le Snapest demande l'intervention du wali

Face au climat délétère qui règne au niveau de la Direction de l'éducation de Sidi-Bel-Abbès depuis que son premier responsable a demandé à être en congé le mois passé, le Snapest interpelle le wali pour intervenir et délimiter les responsabilités afin de mettre un terme au désordre qui s'en est suivi, faute de pouvoir de signature.

Le bureau de wilaya du Snapest a, dans la journée de mercredi dernier, rendu public un communiqué où il s'interroge sur la vacance du poste de directeur de l'éducation de Sidi-Bel-Abbès, qui ne peut être que la source d'entrave des intérêts des travailleurs vu que personne n'a été délégué pour signer en l'absence de la directrice partie en congé depuis plus d'un mois. Le Snapest dit dans son communiqué tirer la sonnette d'alarme et dénonce les conflits d'intérêts et les convoitises qui secouent l'institution en l'absence d'un responsable. Le Snapest demande au wali d'intervenir pour mettre fin au désordre qui règne et assurer un climat plus serein en pleine année scolaire.

A. M.